

N° 8.

OCTOBRE.

1906.

BULLETIN INTERNATIONAL  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES  
DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOGIE.  
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER  
DER  
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN  
IN KRAKAU.

PHILOGISCHE KLASSE.  
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.



CRACOVIE  
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ  
1906.



L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR  
S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :  
S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : S. E. M. JULIEN DE DUNAJEWSKI.

PRÉSIDENT : S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRETARE GÉNÉRAL : M. BOLESLAS ULANOWSKI.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE :

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes :

- a) classe de philologie,
- b) classe d'histoire et de philosophie,
- c) classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

*Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international“ qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.*

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.  
Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie  
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie  
M. Boleslas Ulanowski.

Nakładem Akademii Umiejętności.  
Kraków, 1906. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego pod zarządem J. Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE.

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.  
II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

N° 8.

Octobre.

1906.

**Sommaire.** Séances du 22 et du 15 octobre.

Résumés: 18. ST. KUTRZEBA: La constitution de 1807 pour le Grand-Duché de Varsovie comparée avec les autres constitutions de Napoléon.

19. L. BORATYŃSKI: Etudes sur la nonciature de Bolognetti en Pologne (1581 - 1585).

20. A. SZELAĞOWSKI. Alliance des Habsbourgs avec les Wasas. Le pacte de famille de 1637.

S É A N C E S

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.

SÉANCE DU 22 OCTOBRE 1906

PRÉSIDENTE DE M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire dépose sur le bureau les dernières publications de la Classe:

»Rozprawy Akademii Umiejętności. Wydział filologiczny«. (*Travaux de la Classe de philologie*), 8-o, ser. II, vol. XXXVI, p. 380.

»Materiały i prace Komisji językowej«. (*Matériaux et travaux de la Commission linguistique*), 8-o, vol. II, fasc. II, p. 161—309.

T. SINKO: »Studia Nazianzenica. Pars prima. De collationis apud Gregorium Nazianzenum usu et de Terrae et Maris contentione quadam Pseudo-Gregoriana«, 8-o, p. 64.

W. KLINGER: »Ambrozja i Styks a woda żywa i martwa. Studium mitologiczno-porównawcze«. (*L'ambroisie et le Styx des anciens et l'eau de la vie et de la mort des modernes*), 8-o, p. 68.

M. J. KALLENBACH rend compte de ses recherches concernant l'histoire des associations des Philomates et des Philarètes.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission littéraire du 5 juillet 1906.



## II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 18 JUIN 1906.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL.

Le Secrétaire dépose sur le bureau la dernière publication de la Classe:

»Księgi prawa polskiego«. Dział pierwszy: przywileje, statuty, konstytucye, edykty, mandaty koronne. Księga trzecia. 1506—1522. Wydał i przypisami objaśnił OSWALD BALZER. (*Corpus iuris polonici. Sectionis primae privilegia, statuta, constitutiones, edicta, decreta, mandata Regnum Poloniae spectantia comprehendentis. Annos 1506—1522 continens, volumen tertium*), 4-o, p. 62 et 796.

Le Secrétaire présente le travail de M. L. BORATYŃSKI: „*Etudes sur la nonciature de Bolognetti en Pologne (1581—1585)*“<sup>1)</sup>.

Le Secrétaire présente le travail de M. ST. LEWICKI: „*Les routes commerciales en Pologne au moyen-âge*“.

<sup>1)</sup> Voir Résumés p. 92.

## Résumés

---

18. M. STANISLAS KUTRZEBA. *Konstytucya Księstwa warszawskiego z r. 1807 i jej stanowisko wśród innych konstytucyi napoleońskich. (La constitution de 1807 pour le Grand-Duché de Varsovie comparée avec les autres constitutions de Napoléon).*

De 1805 à 1810 Napoléon I ou les princes soumis à son influence promulguèrent toute une série de constitutions. Toutes sont inspirées par le sénatus-consulte organique du 18 floréal, an XII, toutes reflètent l'esprit de cet acte, acceptant, comme on le sait, la monarchie impériale pour base du gouvernement de la France. Les plus anciennes de ces constitutions furent les trois statuts constitutionnels pour le royaume d'Italie, en 1805, et la constitution pour le royaume de Hollande, en 1806. Ce sont en quelque sorte des actes additionnels aux constitutions antérieures de la république batave de 1795, 1799, 1804, d'une part, de l'autre, à celles de la république cisalpine, plus tard italienne, de 1797, 1798, 1802, dans lesquelles régnaient les idées démocratiques françaises de l'époque de la Révolution; et c'est pourquoi elles s'écartent assez sensiblement du moule uniforme des constitutions purement napoléoniennes. Celles-ci furent inaugurées par la Constitution du Grand-Duché de Varsovie de 1807, et par celle du royaume de Westphalie de la même année, toutes deux accordées à des Etats créés par la paix de Tilsitt. Ces soeurs jumelles, identiques quant au fond, se distinguent pourtant par la forme et tout à l'avantage de la constitution pour le Grand-Duché de Varsovie. Celle de Westphalie servit de modèle à celle de Bavière de 1808, à celle de Francfort et d'Anhalt-Köthen de 1810, qui la copient dans leurs dispositions les plus importantes. A un troisième groupe appartiennent les constitutions



des royaumes d'Espagne et de Naples, données en 1808. Ces dernières présentent des analogies beaucoup plus considérables avec celles de Westphalie et de Varsovie, qu'avec celles du premier groupe.

Le trait caractéristique de ces diverses constitutions est l'établissement d'un pouvoir solide et fort, malgré les apparences d'un régime parlementaire. Les droits personnels y sont fort restreints; c'est seulement l'égalité de tous les citoyens devant la loi qui est fortement accentuée, soit dans la Constitution de Varsovie, soit dans les autres. Cependant, quoique ce principe soit affirmé dans la Constitution de Varsovie, elle est la seule qui jusque à un certain point sauvegarde les états et conserve une situation privilégiée à la noblesse à laquelle elle garantit des réunions électorales particulières (les diétines) et des députés particuliers à la diète. Dans la pratique les atténuations au principe d'égalité furent encore poussées plus loin par les décrets royaux de 1808—1812, concernant les Juifs. En dehors de ces restrictions la liberté individuelle fut reconnue dans le Grand-Duché de Varsovie comme ailleurs, c'est à dire la faculté pour les citoyens de changer à volonté de domicile sans toutefois la garantie contre la prise de corps arbitraire, ce qu'assurent les constitutions hollandaise et espagnole. On y proclame la liberté des cultes, comme partout à l'exception de l'Espagne; la langue polonaise est déclarée langue officielle, comme le hollandais en Hollande. Mais certaines libertés n'y sont point consacrées, comme par exemple la liberté de la presse (accordée à l'Espagne seulement), le droit de pétition (la Hollande seule le possède), et beaucoup d'autres qui ne furent d'ailleurs attribuées à aucun Etat.

La composition du parlement dans le Grand-Duché de Varsovie diffère assez sensiblement de celle des autres Etats. Il y a d'abord le sénat, évidente concession aux anciennes traditions polonaises; les vieilles dénominations y sont conservées et l'on y voit les mêmes catégories de membres que dans les diètes de la Pologne d'autrefois (évêques, palatins, castellans). Comme le Grand-Duché de Varsovie, l'Espagne, elle aussi, a un sénat, mais d'un caractère tout différent (il n'a aucune part au pouvoir législatif). En Italie il ne fut créé qu'en 1807. La chambre des députés conserve le caractère d'une chambre des états; les membres de ce corps sont en effet ou des nonces (élus dans les diétines par la noblesse possédant la propriété rurale) ou des députés des communes élus par

des assemblées communales auxquelles donne accès le cens (fortune, profession, mérites exceptionnels), tandis que cette distinction en états n'existe pas dans les autres pays où, d'habitude, sont établies des curies professionnelles avec un cens d'impôts très élevé. Les élections des nonces et députés sont en revanche fort libres, tandis que dans d'autres contrées, certains membres des diètes y siègent avec voix virile, ou bien les élections ne sont que de simples nominations du monarque (Espagne, Naples), qui est obligé quelquefois de faire son choix parmi les candidats à lui présentés (Hollande). S'il y a des élections, elles sont souvent effectuées par des collèges électoraux dont les membres sont désignés à vie par le souverain et choisis parmi les plus fort imposés (Westphalie, Francfort, Bavière). Sous ce rapport donc le Grand-Duché de Varsovie jouissait (l'Italie exceptée) de la plus grande liberté quant à la composition de sa diète. Par contre la compétence de cette diète est tout aussi étroitement limitée que dans presque tous les autres Etats (à l'exception de la Hollande et de la Bavière); la diète participe à l'élaboration des lois uniquement en ce qui concerne le vote des impôts (parfois la loi des finances), la législation civile et criminelle, le système monétaire (en Italie ses attributions sont un peu plus étendues; elle a voix dans l'aliénation des domaines nationaux et dans les affaires de conscription militaire). L'initiative des lois appartient exclusivement au souverain, comme en général dans tous les Etats où cette question fut précisée. A la diète de Varsovie, comme aux assemblées de tous les grands Etats sont élues des commissions, chargées de préparer les projets de lois, quoique le principe restrictif que les projets ne peuvent pas être modifiés en séance plénière de la Chambre, ne soit jamais ailleurs aussi énergiquement proclamé (à l'exception de la Westphalie). Les entraves apportées à la liberté de la parole à la chambre sont à peu près les mêmes qu'en Bavière et en Westphalie; par contre le Grand-Duché de Varsovie, seul parmi tous les Etats, admet à la Chambre des députés les membres du Conseil d'Etat avec voix décisive.

Le Conseil d'Etat est une institution française qu'on adapta à tous ces pays. Aussi les diverses constitutions en définissent-elles la compétence d'une manière identique: il prépare et rédige les projets de lois ou les règlements d'administrations pour la Chambre, et, relativement, pour le souverain (en tant que celui-ci exerce seul en une certaine mesure le pouvoir législatif); il constitue un tribunal ap-



pelé à juger le contentieux administratif en dernière instance, et les conflits de compétence entre les corps administratifs et les corps judiciaires; il décide enfin de la mise en jugement des agents de l'administration publique. Dans le Grand-Duché de Varsovie ainsi qu'en Westphalie et dans l'Anhalt, le Conseil d'Etat fonctionne en qualité de Cour de cassation pour les causes civiles et criminelles. C'est en Italie, par exception, que ses attributions sont un peu plus étendues. En principe le Conseil d'Etat est divisé en sections, de nombre d'ailleurs variable (de 3 à 6) et d'attributions également diverses. Dans les petits Etats seulement, à Francfort et à Anhalt, on ne forma pas de sections. La constitution de Varsovie n'en admet pas non plus; néanmoins un décret royal de 1810 les introduisit aussi en Pologne. Le Conseil d'Etat du Grand-Duché avait toutefois cette particularité que, d'après la Constitution, n'étaient reconnus comme conseillers d'Etat que les ministres; tandis que dans d'autres pays ces derniers, par leur fonction même, sont exclus du Conseil d'Etat, ou n'y siègent qu'à côté des autres membres. Aussi le nombre des conseillers d'Etat est-il à Varsovie le moins élevé (il y en a 7; 9 à Francfort; de 16 à 25 en Westphalie, etc.). Plus tard la constitution subit des modifications sur ce point: en 1810 le nombre des Conseillers d'Etat fut augmenté.

Comme base de l'administration fut introduit dans le Grand-Duché le système des autorités unipersonnelles, système étranger à l'esprit public polonais depuis un certain temps. A la tête de ces autorités étaient placés les ministres, comme partout ailleurs; à côté d'eux cependant ne subsistent pas de hauts officiers de la couronne, comme il en existait dans certains Etats (Naples, l'Espagne). Le nombre des ministres varie selon les Etats de 3 à 9; il y en avait 6 dans le Grand-Duché. En dehors de toutes les autres, la constitution prévoit une éventualité qui d'ailleurs ne se réalisa jamais: la nomination d'un vice-roi. A la place de ce haut fonctionnaire la constitution crée un conseil des ministres ayant à sa tête un président; ce fut une institution toute particulière et spéciale au Grand-Duché. En ce qui regarde les autorités administratives secondaires et inférieures, le Grand-Duché fut doté de l'organisation française: il eut ses préfets, ses sous-préfets, ses maires (ces derniers prirent différents titres: présidents et bourgmestres dans les villes, baillis dans les villages), conformément à la division du pays en départements, districts et municipalités. Les constitutions don-



nées à d'autres Etats à cette époque sont plus respectueuses des organisations locales administratives que celle de Varsovie; c'est sans doute pour ce motif qu'elles sont pour la plupart muettes sur ces questions. La Westphalie et Francfort furent les seuls Etats où le système administratif fut appliqué complètement comme dans le Grand-Duché. Le gouvernement autonome fut aussi organisé comme en France (conseils généraux, conseils de district, conseils municipaux). Il en fut de même en Westphalie et à Francfort, mais pas ailleurs. Toutefois les défauts dans l'organisation de l'administration, qui se firent si cruellement sentir dans le Grand-Duché de Varsovie (défectueuse répartition des attributions dans les ministères, centralisation excessive, retardement dans l'expédition des affaires, multiplication des autorités) n'étaient pas dus à la constitution: ils ne provenaient que du développement entravé de celle-ci. Et dans l'ordre judiciaire la création des tribunaux sur le modèle français, l'application si funeste du Code civil et commercial ne furent imposées qu'à la Westphalie et à Francfort, en dehors du Grand-Duché de Varsovie.

En somme et quoique en apparence la constitution du Grand-Duché de Varsovie tînt compte des conditions locales, on serait peu autorisé à affirmer qu'elle respectait mieux les traditions nationales que les autres constitutions de Napoléon. Elle les respectait dans la forme plutôt que dans le fond. Si, dans la suite, quelques principes, quelques institutions établis par elles, se montrèrent avantageux (l'article 4 sur la suppression de l'esclavage, l'application du Code Napoléon) le fait même de leur introduction n'en eut pas moins des résultats fâcheux pour une société où elle fit naître des crises funestes. D'un autre côté cependant ce n'est pas la constitution elle-même qui fut la cause du mal, mais bien la manière dont elle fut appliquée (en partie l'article 4, surtout la question administrative). Cette constitution amena en Pologne des modifications profondes en y apportant de nouvelles conceptions, de nouveaux principes qui s'y implantèrent et y subsistèrent longtemps, même dans la période historique qui succéda à l'époque de Napoléon (le principe de l'égalité devant la loi, une large conception des devoirs et de la mission de l'administration, la constitution de la diète tant en ce qui concerne la composition de l'assemblée que le mode électoral, le conseil d'Etat, le Code de Napoléon). Elle eut sur la Pologne une influence beaucoup plus considérable que celle de n'importe quelle au-

tre constitution napoléonienne imposée aux pays étrangers, dans lesquels ou elles n'entrèrent jamais en vigueur, ou elles tombèrent à la chute de Napoléon, parfois même plus tôt, sans laisser dans la vie nationale de ces peuples d'empreintes si durables qu'en Pologne.

---

19. M. L. BORATYŃSKI. *Studia nad nuncyaturą polską Bolognettego (1581—1585). (Etudes sur la nonciature de Bolognetti en Pologne [1581—1585])*.

En faisant des recherches pour recueillir et compléter la correspondance de Bolognetti, nonce en Pologne, de juillet 1581 à mars 1585, l'auteur a remarqué certaines notes privées et découvert des fragments de correspondances personnelles. Ces matériaux, joints aux dépêches officielles et aux autres actes de la même main, ont servi de base aux trois études qu'il soumet à l'Académie.

Dans la première intitulée „Nonce et cardinal secrétaire d'Etat“, M. Boratyński s'efforce d'éclaircir les rapports de Bolognetti avec le cardinal Ptolémée Galli, secrétaire d'Etat à cette époque, et cela en s'appuyant sur des lettres absolument privées écrites par le nonce au cardinal Guastavillani, à son frère, Alexandre Bolognetti, et à son ami, Camille Paleotti. La correspondance officielle ne donne qu'une idée approximative des sentiments qui animaient Bolognetti à l'égard de son supérieur. Ces confidences nous apprennent quelles furent les circonstances qui déterminèrent son rappel de la nonciature de Venise où il avait été placé avant de venir en Pologne. On y voit avec quelle défaveur il était vu par le pape, défaveur qu'il attribue à l'influence hostile du cardinal Galli, et comment enfin, grâce à la protection des favoris du Souverain Pontife, il obtint d'une manière tout à fait inattendue la nonciature de Pologne. A partir de ce moment Bolognetti ne s'adresse au cardinal secrétaire d'Etat qu'avec appréhension et méfiance. De là la prudence excessive, inouïe, on pourrait même dire la crainte, qui se manifeste ouvertement dans sa correspondance officielle pendant les premières années de son séjour en Pologne.

Dans les questions épineuses ou embarrassantes il a recours au cardinal Guastavillani (un des favoris), implorant ses conseils ou son secours, tandis qu'il confie à son frère ses peines et ses soupçons. Ces craintes, ces soupçons étaient-ils justifiés? L'auteur ne



le pense pas. Il est même convaincu qu'en bien des cas Bolognetti attribue gratuitement à son chef des intentions et des projets malveillants que ce dernier ne forma jamais: le nonce va beaucoup trop loin dans ses suppositions: il est trop ombrageux, trop timoré. Mais en bien des cas aussi ses appréhensions étaient fondées et le manque d'instructions, les „*facultates*“ suffisaient à les légitimer. En somme ce qui caractérise les rapports de ces deux personnages c'est, du côté de Bolognetti, une retenue méfiante à l'égard du cardinal Galli qui, à son tour, répond à ces procédés par une froide indifférence ou même un dédain constant pour les propositions et les demandes transmises par le nonce.

Dans sa seconde étude l'auteur s'occupe des relations qu'eut Bolognetti avec Possevino et cherche à expliquer l'origine des notes caractéristiques du nonce, intitulées: *Conti privati contro il P. Possevino*. Là aussi la correspondance officielle serait insuffisante pour faire toute la lumière, il faut y joindre, il faut surtout consulter les lettres intimes de Bolognetti à son frère Alexandre, lettres dans lesquelles les actes de Possevino sont soumis à une critique aussi acrimonieuse que tendencieuse. L'auteur, après avoir établi que les faits rapportés, malgré toute la partialité de Bolognetti, malgré le faux jour sous lequel il les présente, sont vrais en eux-mêmes et ne sauraient être mis en doute, analyse ces notes accusatrices contre Possevino et essaye d'en rechercher les motifs, le point de départ, la date. Quelques particularités extérieures, l'ordre chronologique et certains détails permettent d'affirmer que ce mémorial, de nature absolument privée, est composé de deux parties principales, dont la première fut écrite en février 1583, et la seconde, vers la fin de 1584.

La première, de beaucoup la plus étendue, divisée en neuf chapitres, n'est que la rédaction systématique d'une lettre de Bolognetti au cardinal Guastavillani du 28 janvier 1583, lettre probablement perdue ou détruite. Mais le contenu de cette missive est conservé dans le mémoire, de sorte que ce document constitue un précieux complément à cette correspondance privée de Bolognetti. Cette première partie n'est autre chose qu'un plaidoyer préparé en cas de conflit avec Possevino. La seconde est, comme nous l'avons dit, de la fin de 1584, c'est-à-dire alors que Bolognetti est déjà cardinal, et par conséquent d'un caractère plutôt agressif. Ces „*Conti privati*“ ne parvinrent néanmoins aux Archives du Vatican

qu'après la mort de Bolognetti, vraisemblablement peu de temps après 1591.

L'auteur consacre sa troisième étude aux notes de Bolognetti, qu'il appelle „de Nonantola“, du nom de la localité où elles se trouvent. Forme et fond l'autorisent à prétendre que ces notes furent écrites à différentes reprises, à partir de l'arrivée en Pologne de Bolognetti (juillet 1581) jusqu'au mois d'octobre 1582. Soit à l'aide d'informations recueillies auprès de personnes avec qui il se voyait (il en nomme quelques-unes, et laisse le champ ouvert aux conjectures pour les autres), soit d'après ses propres observations, Bolognetti classifie ses notes dans les chapitres spéciaux (il y en a neuf) en lesquels il a d'avance divisé son travail, dans le but de s'initier aussi complètement que possible à tout ce qui concerne la Pologne.

Ces notes, à côté de choses connues, nous fournissent nombre de renseignements nouveaux sur Etienne Batory, Anne Jagellon, Karnkowski et plusieurs autres personnalités de l'époque. Elles s'occupent du clergé régulier et séculier, de dignitaires ecclésiastiques et de simples prêtres, et enfin contiennent les appréciations de Bolognetti sur le gouvernement, la population, ses moeurs et coutumes. Après avoir comparé ces notes aux dépêches et avoir fait ressortir les traits caractéristiques qui en accusent la nature privée, l'auteur est convaincu que ces notes étaient des matériaux non seulement destinés à consigner des informations momentanées, mais devant encore servir à la rédaction d'une relation proprement dite. L'ambassadeur vénitien, Léonard Donado, ne procéda pas autrement pour rassembler les documents avec lesquels il composa sa relation de 1592. Les notes de Nonantola nous offrent de précieuses révélations sur le nonce lui-même; elles permettent en bien des cas de voir comment se formaient ses opinions et ses notions sur les choses polonaises, quels procédés il employait, quelles règles il observait.

Enfin l'auteur consacre un dernier paragraphe aux manuscrits de Bolognetti et en retrace brièvement l'histoire jusqu'à nos jours



20. M. ADAM SZELAĞOWSKI. Przymierze Habsburgów z Wazami. Traktat familijny z r. 1637. (*Das Bündnis der Habsburger mit den Wasas. Der Familientraktat v. J. 1637*).

Aufgabe vorliegender Arbeit ist die Aufklärung des gegenseitigen Verhältnisses zweier Dynastien: der Habsburger und der älteren Linie der Wasas, der sog. Sigismundschen Linie, die in Polen in der Person dreier der Reihe nach aufeinanderfolgender Könige herrschte.

Da aber die Dynastie der Habsburger nicht nur eine Familie bildet und nur einen Thron, den angesehensten in Europa (den Kaiserthron) besitzt, sondern aus zwei mächtigen Geschlechtern besteht, die auf beiden Halbkugeln der Erde regieren und die Angelegenheiten der meisten Länder des damaligen Europas in ihrer Hand haben — somit die Angelegenheiten Deutschlands und Italiens, der Niederlande und Ungarns, der Besitzungen der erblichen aragonisch-kastilischen und österreichischen Krone, so darf es nicht Wunder nehmen, daß das Verhältnis Polens zu diesen beiden Dynastien den ganzen Komplex der damaligen europäischen Angelegenheiten umfaßt und indirekt die polnische Politik mit der europäischen des XVII. Jahrh. verknüpft und zusammenreihet.

Die auswärtige Politik betrifft Sachen des Friedens und des Krieges — aber auch indirekt die Frage der inneren Macht des gegebenen Volkes, die sich in seiner Stellung den übrigen Mächten gegenüber kundgibt.

Ein oberflächlicher Blick auf diese Politik Polens läßt eine konsequente Erscheinung und zwar durch mehr denn zwei Jahrhunderte verfolgen: da der ganze Osten in Flammen steht, da vom Norden her seit dem J. 1600 sich über Polen drohend die Schwedenkriege zusammenziehen — von Süden aber außer den gewöhnlichen Tatareneinfällen mit dem Chocimer Feldzug das türkische Unwetter naht — herrscht von der Westseite relative Ruhe. Relative Ruhe, da der Zug Maximilians behufs Erlangung der Königskrone eher als ein kleiner Teil der Zwistigkeiten nach stattgefunderer Wahl anzusehen ist, während die räuberischen Überfälle der Kosaken in Schlesien oder auch umgekehrt die Bewegungen der konföderierten disidentischen Truppen, die Polen bedrohten — eher eine Demonstration aus Anlaß der benachbarten Kriege und Unruhen sind.

Von vornherein könnte man diese Frage mit der Behauptung entscheiden, daß jeder Staat seine Grenzen erweitert und vorwärts rückt in der Richtung des Widerstandes, so wie Polen gegen Osten infolge des Zerfalls des moskovitischen Reiches gegen Ende des XVI. und zu Anfang des XVII. Jahrh. — ferner in der Richtung seiner geographisch-staatlichen Interessen, also so wie Polen im Norden gegen das Baltische Meer, vom Süden aus nach dem Schwarzen Meere hin.

Aber der Beginn des XVII. Jahrh. führt eben jene Änderung herbei, daß auch die Nachbarstaaten im Westen, namentlich aber Deutschland, zum Schauplatz erst religiöser Unruhen werden, welche sich später zu einem Kampf politischer Interessen (der Stände und Fürsten mit dem Kaiser) und staatlicher Interessen (die Periode der Dänen-, Schweden- und Franzosenkriege) umgestalten, die nicht nur Polen berührten, sondern es (wie wir uns später inbetreff Schlesiens überzeugen werden) geradezu zu einem aktiven Eingreifen im Westen zwangen.

Weiter: jede angestrengte und konzentrierte Handlung in einer Richtung verlangt eine Operationsbasis auf direkt entgegengesetztem Boden. So sucht Schweden als Antagonist Polens Anknüpfung von Bündnissen in Holland und Frankreich, so erstreckt die Türkei (zu Anfang des 30-jährigen Krieges) ihren Schutz über die rebellischen Stände Ungarns, Schlesiens, Böhmens, Mährens und der österreichischen Lande und ruft auf deren Rechnung eine Diversion von der Seite Polens hervor, um das gemeinschaftliche Vorgehen Kaiser Ferdinands des Zweiten und des polnischen Königs Sigismunds des Dritten aufzuhalten.

In der auswärtigen Politik sind also Verbindungen und Bündnisse nicht minder wichtig als unmittelbare Kriegereignisse, die sehr häufig jenen als Hintergrund oder als Gegengewicht dienen.

Es ist allgemein bekannt, daß die Basis der Politik Sigismunds III. das Bündnis mit den Habsburgern war, welches in den Traktaten mit Österreich (hervorzuheben: ohne Anteilnahme der spanischen Habsburger) vom Jahre 1613 und 1621 bestätigt worden, deren von Polen ratifizierte öffentliche Artikel sich nur in einem Punkte von den angeführten authentischen Dokumenten unterscheiden, besonders was den Punkt gemeinschaftlicher Verteidigung und Hilfeleistung gegen die rebellischen Untertanen (v. Dissidenten) betraf.

Was aber die Politik seines Nachfolgers Wladislaws IV. anbe-



langt, so besitzen wir mit Ausnahme einer einzigen Bestätigung jenes alten Bündnisses auf dem Krönungsreichstag im J. 1633 keine einzige Spur der Grundlagen seiner auswärtigen Politik, so daß vorwiegend die Regierung Wladislaws IV. in dieser und auch in jeder anderen Hinsicht (z. B. das Verhältnis den Forderungen des Adels, der Dissidenten gegenüber u. s. w.) als Gegensatz zu der Regierung Sigismunds III. angesehen wird.

Ob das richtig ist, darauf antworten wir von vornherein mit einem Protest, und zwar deswegen, weil eben zur Regierungszeit Wladislaws IV. dieses habsburgisch-wasasche Bündnis sein Apogäum erreicht, das in der bindendsten Union des Sigismund-wasaschen und des habsburgisch-kaiserlichen Hauses seinen Ausdruck findet oder das — wenn es jemand so will — sich in die konkreteren Formen „do ut des“ verwandelt, wie dies die im Vergleich verschiedene Natur und verschiedene politische Methode Wladislaws IV. verlangten. Ich habe hier den bisher unbekanntem Traktat Wladislaws IV. mit dem Kaiser Ferdinand III. vom 16. März 1637 im Sinn.

Hier treten im Laufe der Untersuchung alle Unterschiede im Charakter, ferner in der Taktik, in dem System des Handels beider Herrscher — des Vaters und des Sohnes — im vollen Lichte hervor. Beim ersten Rücksichtslosigkeit, Unbeugsamkeit, ja Hartnäckigkeit, aber auch Aufrichtigkeit der Überzeugungen -- beim zweiten Geschmeidigkeit, Schlauheit, Verstellungskunst, List, übrigens diplomatisches Talent („inexplicabilis et investigabilis“ ist Wladislaws Charakteristik), wovon am besten jenes Geheimhalten des Traktates zeugt, von dem fast dreißig Jahre hindurch niemand etwas Gewisses gewußt hat. Aber auch umgekehrt — zeigt sich um so deutlicher ein und dasselbe Ziel, ein und dasselbe Programm und mit wenigen Abänderungen ein und dasselbe Prinzip des Handelns bei Vater und Sohn, was im allgemeinen bei der Forschung den Zusammenhang der Politik der Wasas in den Vordergrund rückt, einer Politik, die wir gleich jetzt eine dynastische nennen wollen — und weiter deren Einfluß auf das Schicksal Polens.

Bevor wir also von Wladislaw IV. als dem erwählten und gekrönten König von Polen sprechen werden, müssen wir uns vorher dem Prinzen Wladislaw zuwenden, dem Erben des schwedischen Thrones, einem fast dreißigjährigem Manne, über dessen Haupte für kurze Zeit bereits der Glanz der Zarenkrone erstrahlt war, von

dem Prinzen Wladislaw, der bereits alle befremdeten und verwandten europäischen Höfe (Madrid ausgenommen) bereist hatte und sich untätig langweilte und diese Tatenlosigkeit tief empfand in einem Lande, wo es für die königliche Familie an jeglicher privilegierter Stellung sei es in der Armee, sei es im Staatsdienst mangelte, wo diese Familie sogar gewissermaßen geringere Rechte genoß denn der Adel (Verbot des Güterkaufes). Fügen wir noch hinzu, daß es ihm an materiellen Mitteln fehlte, um seine Person hervortreten zu lassen und seine Pläne zu realisieren, was bei einer solchen Persönlichkeit wie Prinz Wladislaw keineswegs von geringer Bedeutung war.

Ich vermute, daß der erste Schritt Wladislaws, um die Bande seiner Untätigkeit und Abhängigkeit vom Vater zu zerreißen, der war, daß er dem habsburgisch-spanischen Hause seine Dienste anbot. Ein Beweis dafür ist sein Brief an Filipp IV. (vom 13. Juli 1626), in dem er sich dessen Diensten nicht so empfiehlt als anbietet. Nehmen wir an, daß dieser Beweis an und für sich als nicht ausreichend und allzu oberflächlich gelten könnte.

Aber in diesem Falle wäre es geradezu unverständlich, warum eben dieses habsburgische Haus, als es die ersten Pläne einer aktiven Operation aufnimmt (Erbauung einer Flotte auf der Nord- und Ostsee), den Oberbefehl über diese Flotte dem polnischen Prinzen Wladislaw anbietet. Das mußte schon während der ersten Anwesenheit des spanischen Gesandten (des Grafen Solre) in Warschau geschehen sein und jener Brief Wladislaws an Filipp IV. trifft in seinem Datum nahe mit dieser Botschaft zusammen.

Der Plan der spanischen Habsburger, auf den nördlichen Meeren eine Armada zu erhalten, stimmte vollständig mit den Absichten der Wasas überein.

Die Initiative der Wasas bei jenen Plänen Spaniens findet in folgenden Gesandtschaften ihren Inhalt: 1) im J. 1623 in der Botschaft des P. Adam Makowski nach Madrid und 2) gegen Ende 1625 (oder in den ersten Tagen des J. 1626) in den Verhandlungen des Krongroßkanzlers Nikolaus Wolski mit dem spanischen Gesandten Aytona in Wien.

Allerdings wird sowohl in dem ersten wie in dem zweiten Falle von Seite Sigismunds III. der Hauptnachdruck auf Geldhilfe gelegt, um Schweden wiederzugewinnen, aber die Hilfe der Flotte wird konsequent als die unentbehrlichste angesehen und nur aus Rück-



sicht auf die Schwierigkeiten und die Notwendigkeit schnellen Handelns auf einen weiteren Plan verschoben.

Die Rücksichten, welche die Habsburger zu dieser Hilfeleistung bestimmten, waren sehr zahlreich: vor allem religiöse Rücksichten (die Intriguen Gustav Adolfs mit den Dissidenten in Ungarn und Siebenbürgen, mit den Türken und Tataren — in Polen die Befürchtung, daß der Thron bei der Wahl auf einen Dissidenten, den siebenbürgischen Fürsten Bethlen Gabor nach dem Vorbilde der Wahl Stephan Bathorys übergehen könnte); doch waren auch politische Rücksichten, die unmittelbar die Interessen Spaniens betrafen, vorhanden, so die Freundschaft Schwedens mit Holland, der Gedanke den Sund zu okkupieren, um den Holländern diesen Weg zu versperren, die Interessen auf dem Mittelmeer (der Krieg Polens mit der Türkei hält die Überfälle der Türken auf die italienischen Küstenländer zurück), ohne schon von den Handelsinteressen zu sprechen, die den Spaniern schon längst geboten, eine Annäherung zu den Hansastädten und indirekt zu Polen zu suchen (Mittel zum Flottenbau, Getreidetransport, Stationen in den norwegischen Häfen u. s. w.).

Kein Wunder, wenn sowohl der bevollmächtigte königliche Minister „el conde duque“ Graf Olivarez als auch der Botschafter in Wien, Marquis Aytona, das Projekt des Krongroßmarschalls aufs wärmste empfahlen und Filipp IV. mit ausgiebiger Hilfe zu kommen und einen speziellen Gesandten nach Polen zu schicken beschloß, was er denn auch durch Entsendung des Barons Auchy verwirklichte.

Wie bekannt, wurde mit der Errichtung der Armada Gabriel de Roy betraut, doch am interessantesten ist dies, daß die Instruktion (Aranjuez, v. 23. April 1627) damit beginnt, daß der „capitane general“ dieser Armada kein anderer sein wird als der polnische Prinz Wladislaw. Das heißt nicht, daß de Roy seine Flotte für Wladislaw erbauen sollte — Spanien hatte hier im Gegenteil den eigenen Kampf mit Holland im Auge — sondern daß das Mittel zu diesem Kampfe die Sperrung des Sundes und, wie dies schon Nikolaus Wolski versprochen hatte, die Okkupation der norwegischen Staaten und die Übertragung des Krieges aus Polen nach Schweden sein sollten.

Das Projekt der Sundunternehmung, wie sie im Detail der Graf Auchy, natürlich im genauen Einverständnis mit Wladislaw, am

Warschauer Hofe bearbeitet hatte, stützte sich auf die Einnahme des Sundes, d. h. auf einen Angriff auf Elfsborg (von der entgegengesetzten Seite der Meerenge), während Wallenstein die Inseln Fünen und Seeland in Besitz nehmen sollte. Es brauchten sich nur die von Roy gebauten Schiffe mit der Flotte Sigismunds III. zu verbinden, der Kaiser, oder eigentlich der Herzog von Friedland, Hilfstuppen (d. h. eine Armee), der König von Spanien Geldmittel zu liefern, und auch Polen sollte helfen und aktiv an der Unternehmung teilnehmen.

Schwierigkeiten bot nur der Umstand, ob es gelingen würde, das in einen Krieg in Preußen verwickelte Polen zu einem Bruch mit Dänemark zu überreden und ob der Kaiser zu diesem Unternehmen seine Beistimmung geben würde. Auch also bestürmte durch die Vermittlung de Roy's den kaiserlichen Hof und den Herzog von Friedland.

Die Operation der spanischen Habsburger und das in Verbindung damit stehende Eingreifen Sigismunds III. und Polens auf dem Nordmeer habe ich in meiner Abhandlung „Um die Weichselmündung“ geschildert — hier ist nur noch, da dies die Person des Prinzen Wladislaw betrifft, zu erwähnen, daß einer von denen, die konsequent die spanischen Pläne durchkreuzten, kein anderer war als Wallenstein selbst.

Das ist übrigens ein Umstand, den die deutsche Historiographie wiederholt berührt und bald stärker (Klopp) bald wieder schwächer, (Droysen) je vom protestantischen oder katholischen Standpunkt aus hervorgehoben hat.

Für uns jedoch ist das Wichtigste dabei dies, daß dadurch die Pläne des Prinzen Wladislaw durchkreuzt wurden.

Zuerst ließ man den Gedanken fallen, an die Spitze dieser Flotte „per razones fondadas“ den Prinzen Wladislaw zu stellen. Welcher Art diese Gründe waren, ersieht man daraus, daß der Kaiser die Miliz dieser Armada zahlen sollte. Somit wurde die Armada dem Herzog Friedland anvertraut, der in seinem Namen den Grafen Mansfeld zu ihrem Befehlshaber ernannte.

Wallenstein kam mit Roy in Wien (gegen Ende des J. 1627) zusammen. Nach der Einnahme Wismars und Rostocks beabsichtigte er einen Angriff auf die pommerschen Festungen und einen weiteren Krieg mit Dänemark. Als dieser Plan beinahe seiner Verwirklichung entgegentzugehen begann, stellte Wallenstein bei einer



persönlichen Zusammenkunft mit Roy (im folgenden Jahre) in Prenzlau als Bedingung weiterer Seeoperationen die Vermehrung der Flotte bis auf 50 Schiffe auf (den Bau- und Kostenplan hatte man auf 24 berechnet), die darauf auf 40 reduziert wurde. Der Vertrag Roys mit dem Herzog Friedland erhob eine neue Schranke gegen die spanischen Projekte. Der Madrider Hof machte die Ratifikation dieses Vertrages von der Bedingung abhängig, daß der Kaiser sein Verhältnis zu Holland abbreche. Es hatte den Anschein, daß die Sache sich wirklich so verhielte und Wallenstein selbst gab in dieser Hinsicht sein Versprechen, im Grunde genommen aber befürchtete Wallenstein eine gegen ihn gerichtete Vereinigung der dänischen, schwedischen und holländischen Flotte. Im Falle die Sundfrage in den Vordergrund trat, fürchtete er die Opposition der Hansastädte infolge der Erschwerung von Handel und Schiffahrt. Daher waren alle seine Verfügungen gegen dieses Projekt gerichtet. Der Marquis Aytona schrieb an Auchy, daß die Idee der Sundunternehmung bei Wallenstein einer Verwirklichung so fern sei wie Himmel und Erde.

In Warschau hatte man die Möglichkeit einer Weigerung Wallensteins ins Auge gefaßt, da auf diesen Fall hin Auchy bittet, diese Schiffe dem polnischen Könige zur Disposition zu stellen. Wladislaw ging bereits darauf ein, diesen Zug im Namen Wallensteins zu unternehmen, wenn nur der Kaiser, der König von Spanien und die katholische Liga ihm Truppen und Mittel lieferten, wobei er seine Hoffnung auch darauf setzte, daß der Reichstag ihm seine Hilfe nicht vorenthalten würde. Zu diesem Zwecke begab sich Auchy von Warschau nach Wien; der Kaiser versprach Hilfstruppen, verweigerte jedoch Geldsubsidien. Der spanische Hof wieder war der Ansicht, daß, wenn der Kaiser Truppen gebe, er auch zahlen müsse.

Die zweite Schwierigkeit bildete die Flotte: für das Sundunternehmen war außer der baltischen und Danziger Flotte auch noch die Dünkirchner notwendig. Spanien indessen hielt deren Anwesenheit teils an den Küsten Flanderns teils an denen Spaniens für unentbehrlich. Trotz der Ansicht mancher, wie Villelas, daß die Flotte Roys im Verein mit der Flotte des italienischen Königs vieles erreichen könnte, überwog auf der Junta die Ansicht des Grafen Olivarez, daß Sigismund selbst dieses Werk zu unternehmen nicht imstande wäre (am 16. Oktober 1629).

Sobald die Nachricht von dem Vertrage de Roys mit Wallenstein in Prenzlau angelangt war, beschloß man, Roy den Befehl zu

übersenden, daß er unter dem Siegel der Verschwiegenheit die weiteren Verträge abbreche und das ganze Unternehmen fallen lasse (am 5 Mai 1629).

So stand der König von Polen, der im vorhergehenden Jahre den Bitten Auchis nachgegeben und eine Flotte nach Wismar abgeschickt hatte — allerdings zu spät oder besser gesagt damals, als man das ganze Projekt der Unternehmung hatte fallen lassen — isoliert da und zum Überfluß gab noch der Madrider Hof, der doch auf die Person Sigismunds III. Rücksicht nehmen mußte, als Vorwand des Aufgebens dieser Unternehmung den Umstand an, daß Sigismund seine Schiffe verweigert oder besser mit Absendung derselben gezögert hätte.

Bis dahin inspirierten vielleicht die Pläne des Prinzen Wladislaw diejenigen seines Vaters, jedenfalls knüpften sie sich lose an dieselben an. Nun aber (nach dem Frieden von Altmark) wuchsen Wladislaws Aufregung und Ungeduld in dem Maße, in dem der alte Sigismund immer gleichgiltiger, schwerer und zurückhaltender wurde aus Rücksicht auf die Stimmen der Senatoren und die öffentliche Meinung des Adels. Da der Vater auf Schweden verzichtet hatte, beschloß er, es für sich selbst zu gewinnen.

Was diese Konzeption und deren Genesis anbetrifft, so drängen sich folgende Konjunkturen auf:

1) Wladislaw erklärt in einem Schreiben an den Kaiser aus der Zeit des Interregnums (von dem später die Rede sein wird), er wolle lieber erblicher König von Schweden als Wahlkönig in Polen sein; auch sei er bereit, nach Wiedererlangung der ersten Krone die zweite seinem Bruder Kasimir abzutreten. Das hat nicht zu bedeuten, daß Wladislaw nach dem Tode des Vaters auf das Erstlingsrecht bei der Königswahl zu Gunsten seines Bruders verzichtet hätte. Die polnische Wahlkrone war leichter zu gewinnen als die schwedische Erbkrone. So ungefähr antwortete ihm auch Ferdinand II. und so verstand es auch sicherlich Wladislaw. Doch kann es so ausgelegt werden, daß das Projekt, Schweden dem Prinzen Wladimir, Polen dem Prinzen Johann Kasimir zu übergeben, einst existiert hatte. Diese Vermutung wird noch durch einen anderen Umstand gefördert, der ebenfalls auf die Genesis der Absichten Wladislaws, auf eigene Faust einen Zug gegen Schweden zu unternehmen, ein gewisses Licht wirft.



So sprach man 2) in den letzten sechs Jahren der Regierung Sigismunds III. viel von Mißverständnissen und Streitigkeiten in der königlichen Familie. Unter anderen sollte die Königin Konstanze die Kandidatur ihres Erstgeborenen zu Ungunsten Wladislaws propagiert haben. An der Wahrheit dieser Gerüchte ist nicht zu zweifeln, da das Echo dieser Zwistigkeiten und der Kandidatur Johann Kasimirs auf den polnischen Thron bis zum Madrider Hof gedungen war. Damit rechnete also vielleicht Wladislaw schon zu Lebzeiten seines Vaters, vielleicht willigte er sogar ein, dem Bruder die polnische Krone abzutreten. Um so stärker verlangte es ihn nach der schwedischen Krone.

Von dem Projekt des Seezuges im Namen des Herzogs von Friedland, den Prinz Wladislaw auf eigene Faust unternehmen sollte, und von der Ursache, warum sich das Projekt zerschlug, haben wir bereits gesprochen. Drei Jahre später taucht ein analoges Projekt eines Kriegszuges zu Lande auf, diesmal bereits mit der Einwilligung Wallensteins.

Es war bereits nach der Landung der Schweden in Pommern, als Walleinstein seine zweite Armee formte. Zu diesem Zwecke sandte der kaiserliche Hof (zu Anfang des J. 1632) Arnoldin nach Polen mit dem Vorschlag, daß der Prinz den Oberbefehl über ein Korps von 30000 Mann in Schlesien übernehme. Damit wandte sich Arnoldin an den alten König. Auf der Audienz am 22 März antwortete Sigismund: „daß sie von solchem vornemen mit gewußt“ (augenscheinlich hatte sich Wladislaw mit diesem Vorschlag an Wallenstein gewandt), doch erlaubte der König Arnoldin, in der Sache „libere zu reden und zu handeln“. Der Prinz verlangte wenn auch nur die stumme Einwilligung des Königs. Als er sie erhalten hatte, versprach er „zu dero (des Kaisers) und des generals satisfaction treulich zu dienen“; weiterer Verhandlungen wegen sandte er seinen Sekretär an den Herzog von Friedland.

Dieselben wurden durch den Tod Sigismunds III. unterbrochen, aber noch bei seiner Abreise aus Krakau (am 15 Mai) erhielt Arnoldin von dem Prinzen die Zusicherung, daß er bis zur Entscheidung der Königswahl sich erbötig mache, dieses Heer durch einen Stellvertreter anzuführen. Gleichzeitig verhandelte der Wiener Hof mit dem russischen Wojwoden Stanislaus Lubomirski um ein Korps von 2000 Mann nach Schlesien oder gegen Rakoczy. Es verlautet, daß Lubomirski von Wladislaw untergeschoben war; jedenfalls han-

delte er in dieser Sache während des Interregnums „mit dero Rath und gutachten“.

Am wunderbarsten und interessantesten ist bei der ganzen Sache der Umstand, daß Wladislaw fast gleichzeitig mit diesen Verhandlungen über einen angeblich gegen die Schweden gerichteten Zug nach Schlesien durch die Vermittlung des Kurfürsten von Brandenburg und von Männern, die der Dissidentenfrage in Polen und Litauen ergeben waren, wie Rafael Leszczyńskis, des Wojwoden von Belz und Christoph Radziwiłłs, in aller Stille und Heimlichkeit auch über eine Versöhnung wenn nicht gar ein Bündnis mit Schweden verhandelte. So entsteht die Frage, welches der eigentliche Plan des Prinzen war, welche dieser Handlungen für aufrichtig und welche als Manöver angesehen werden kann. An dieser Stelle läßt sich die Frage noch nicht entscheiden. Erst die weiteren Ereignisse werden uns eine Eigentümlichkeit der Politik Wladislaws aufweisen: er führt sie stets in zwei Richtungen oder er sichert sich nach zwei Seiten hin.

Allerdings hatte Wladislaw nach Gustav Adolfs Tode in Unterredungen mit vielen Männern (wie mit Bergmann) häufig seinen Schmerz über das Ende dieses Königs geäußert und erklärt, daß er schon auf dem nächsten Wege der Verständigung mit ihm gewesen war. Solange wir jedoch nicht konstatieren können, daß er sich mit Gustav Adolf auch außer den erwähnten Persönlichkeiten ins Einverständnis setzte, was unwahrscheinlich ist, sind alle diese Tränen und Klagen als Komödie aufzufassen. Wladislaw mußte wissen, daß zwischen ihm und Gustav Adolf als zwei Verwandten immer der Kanzler Oxenstierna stand, der in seiner Person das kalte Geschäft, das Staatsinteresse Schwedens repräsentierte. Alle Proben einer Anknüpfung von Verhandlungen müssen also als „bal-lons d'essais“, angesehen werden, als ein Probieren des Bodens für eine neue Kombination.

Als Stütze zum Handeln konnte nur die frühere Kombination dienen — das Bündnis mit Österreich als dem Feinde Schwedens, die Hilfe des Kaisers als nahen Verwandten — und außerdem noch ein Moment, das hier zum ersten Mal hervortritt, das aber sicherlich von Anfang an erwogen und berechnet war — nämlich jenes Schlesien, über dessen Vereinigung mit Polen schon zu Zeiten Sigismunds III. geplant wurde, welche Pläne — wie ich bereits an anderer Stelle bewiesen habe — von Seite des Königs Sigismunds



rein egoistisch-dynastischer Natur waren und das Ziel verfolgten, für die königliche Familie sichere materielle Grundlagen zu gewinnen und Sigismunds Kinder in bezug auf Bedeutung und Ausstattung den anderen regierenden Fürstengeschlechtern gleichzustellen. Daß dies auch ein Leitgedanke Wladislaws war, tritt am besten in einem überaus interessanten und unbekanntem Schreiben an den Kaiser hervor, das diesem von den Söhnen Sigismunds zur Zeit des Interregnums vorgelegt wurde

Es ist dies eine durch die Vermittlung des Heniccius an den Kaiser Ferdinand II. gerichtete Bitte, als an den „Tutor... orphanorum principum“, ohne dessen Billigung sie nichts unternehmen wollen („sine cuius consensu nihil aggredi volunt“), unterschrieben von allen Söhnen Sigismunds III., Wladislaw, Johann Kasimir, Johann Albrecht, Karl Ferdinand und Alexander Karl. Sie bitten darin um das Herzogtum Württemberg und die Hand der Tochter des Kaisers für den ältesten unter ihnen Wladislaw, um das Olmützer Bistum für den Krakauer Bischof Albrecht, das Kamenzer Bistum für den Breslauer Bischof Karl, um Pommern und Brandenburg für Alexander, über Johann Kasimir fehlt eine genauere Erwähnung (daher die Vermutung eines Krönenwechsels). Analoge Bitten um Pension und geistliche Würdenämter gehen an den Madrider Hof ab durch die Vermittlung Auchis, Torbes' (1633) und Stanislaus Makowskis (1634).

Jenes Memoriale vom Jahre 1632 ist ein Dokument von großer Bedeutung. Es trägt keinen amtlichen Charakter, jedenfalls aber konstatiert es die untrennbare Einheit der Nachkommenschaft Sigismunds mit der Familie der Mutter oder besser beider Königinnen Anna und Konstanze, in dynastischen Familienangelegenheiten und, was daraus folgt, auch in politischen Sachen. Zugleich widerlegt es ohne weiteres alle Ansichten von einem angeblichen Unwillen Wladislaws gegen Österreich, gegen das österreichische Bündnis und gegen eheliche Verbindungen mit den Habsburgern. Es wirft auch ein Licht auf andere Mittel, deren sich, um sein Ziel zu erreichen, nun nicht mehr der schwedische Wladislaw sondern der polnische König Wladislaw IV. bediente.

Ein solches Mittel war die Annäherung an die protestantischen Mächte England, Dänemark, Holland. Gleich nach seiner Thronbesteigung sandte er Botschaften an diese Mächte und zwar in der Person von Dissidenten: nach Dänemark Kaspar Dönhoff, nach

Holland den Fürsten Janusz Radziwill (letzteren auch an den Hof in Brüssel zum großen Ärgernis der katholischen Welt). Der päpstliche Nuntius schrieb alle diese Umtriebe der Idee der Wiedergewinnung Schwedens zu.

Welches das Ziel des Königs war, zeigt die darauf folgende Botschaft Johann Zawadskis (auch eines Dissidenten) an die evangelischen Fürsten und Reichsstände, die sich in Frankfurt versammeln sollten, an die niederländischen Stände, an den schwedischen Kanzler Oxenstierna und an die Familie Gustav Adolfs (angeblich mit Kondolenz), also an die Kurfürstenwitwe (die Schwiegermutter Gustav Adolfs), an die schwedische Königin, an die Witwe des Winterkönigs — vor allem aber an den Kurfürsten von Brandenburg.

Den Boden für diese Botschaft sollte die geheime Mission Daniel Arciszewskis, eines Höflings des Königs (eines Arianers) an den Starosten von Marienburg Johann Pfennig vorbereiten, der bereits seit den Verhandlungen des Prinzen Wladislaw mit Gustav Adolf bekannt ist. Arciszewski kam mit der Erklärung, daß viele in Polen, unter anderen auch der König, „mehr zum Friede, als zum Krieg geneigt“ (mit Schweden), und mit der Frage, ob er kein Mittel kenne, „dadurch die beiden Chronen zum beständig ewigen Frieden und I. M. und der Sr. Brüder zu ihrem Erbrecht gelangen konten“. Pfennig erwähnte das auf dem letzten Wahlreichstag besprochene Projekt der Verzichtleistung auf die schwedische Krone gegen Entschädigung mit den der Krone Polen entrissenen Ländern. Darauf antwortete Arciszewski, daß es gegenwärtig nach dem Tode Gustav Adolfs ein geeigneteres Mittel gebe, „durch eine Heirath zu dem Zweck des Friedens und Coniunction beider Chronen zu gelangen“, wobei er die Heiraten Wladislaws mit der schwedischen Königin und des Prinzen Alexander mit der minorennen Christine im Sinne hatte (Anfang des J. 1633).

Was hätte nun dies zu bedeuten? — einen Bruch mit den Habsburgern, vielleicht die Annexion Schlesiens und die Krönung mit der deutschen Kaiserkrone, was Pfennig „per iocum“ dem Arciszewski einzuflüstern suchte.

Der aber irrte sich, wer Wladislaw solche Pläne zuschreiben wollte. Er war jedenfalls ein heller und nüchterner Kopf und besaß einen klugen, geübten Sinn. Oxenstierna hielt das Projekt für „ganz impracticabel“. Daß auch Wladislaw dasselbe nicht ernst genommen hatte, ersieht man daraus, daß Zawadzki dieselbe Ange-



legenheit mit Pfennig viel kühler behandelte und zugab, daß diese Heirat eine schwierige Sache sein werde. Dagegen lüftete er selbst den Saum des Geheimnisses mit den Worten, es gebe zwei Mittel zur Versöhnung Schwedens mit Polen — das eine wäre die Heirat, das zweite eine allgemeine Pazifikation. Mit dieser Mission eben war Zawadzki an die evangelischen Fürsten Deutschlands, nach England, Holland und an Oxenstierna geschickt worden. In demselben Sinne sollte gleichzeitig Szcuzcki am französischen Hofe paktieren.

Somit also war das System der Politik Wladislaws IV. bei seinen dynastischen Bestrebungen um die Schwedenkrone eine allgemeine Pazifikation und zwar nicht erst seit der Unterschreibung des Traktates von Schtumdorf, wie dies bei uns die Wissenschaft angenommen hat (Kubala), sondern sofort bei der Thronbesteigung, vielleicht noch früher, denn seit den Traktaten von Lübeck und Altmark.

Nicht einen Bruch mit Österreich hatte Wladislaw IV. im Sinn, als er die Annäherung an andersgläubige Mächte suchte, sondern eben das Bündnis mit Österreich war der Ausgangspunkt seiner ganzen Friedenspolitik. Sollte sich die Pazifikationsidee verwirklichen, so hatte bei den antihabsburgischen Staaten die Vermittelung Wladislaws einen um so größeren Wert, je mehr Ansehen er bei der entgegengesetzten Partei besaß, d. h. bei dem Kaiser. Deswegen bestätigte Wladislaw gleich nach seiner Krönung den früheren Traktat mit den Habsburgern. Allerdings zögerte er mit der Bestätigung, doch zielte das eher auf ein Markten um die Pazifikation hin, von der er schon während des Interregnums dem kaiserlichen Botschafter, dem Grafen von Merseburg, wie auch dem kaiserlichen Gesandten Arnoldin gegenüber, welcher der Bestätigung des Bündnisses wegen gekommen war, hatte Andeutungen fallen lassen. Gleichzeitig mit der Botschaft Zawadzki's an die protestantischen Staaten und Fürsten mußte Wladislaw auch eine Gesandtschaft an den Kaiser und den Herzog von Friedland absenden. Das geschah auch in der Tat in der Person des Großsekretärs, des P. Peter Gembicki.

Noch mehr, der Verfasser vermutet, daß die Genesis dieser Pazifikation von den spanischen Habsburgern ausging — nicht unmittelbar, so daß der Madrider Hof Wladislaw dieses Projekt eingegeben hätte, sondern mittelbar: Wladislaw griff den Plan nach dem Vorbilde der spanischen Politik auf, die an einer Annäherung Englands zu dem Kaiser und zwar auf dem Wege der Erledigung des

Streites um die Kurpfalz und an einem Bündnisse mit Dänemark gegen Schweden arbeitete. So verhielt es sich auch hier. Als Wladislaw seine Vermittelung England anbot, fragte man ihn gleich, ob er dazu vom Kaiser beauftragt sei. Das einzige, wodurch sich das Pazifikationsprojekt Wladislaws in seinem ursprünglichen Stadium von dem späteren unterscheidet, ist namentlich dies, daß Wladislaw bei dieser Vermittelung Frankreich ausschloß, von dessen gefährlichen Umtrieben gegen die Habsburger er noch nichts Genaues wußte (Ende 1632 und Anfang 1633) und auch später (1634) die Pazifikation dem Papst überließ, so wie er sich auch in den Streit Spaniens mit Holland nicht mischen wollte. So behielt sich Wladislaw ausschließlich die Beruhigung Deutschlands vor.

Das Projekt der Pazifikation Deutschlands von Seite Wladislaws IV. umfaßt sowohl die inneren Verhältnisse, religiöse und politische, als auch die äußeren staatlichen. In religiöser Hinsicht will Wladislaw den Besitzstand der Katholiken und Protestanten vom J. 1616 wiederherstellen (um zwei Widersprüche zu versöhnen: den Passauer Vergleich und das Restitutionsedikt) mit Berufung an das Urteil des Tribunals in Speier in Streitfragen, ferner alle Unionen und Ligen auflösen mit Berufung an den deutschen Reichstag. In politischer Hinsicht handelte es sich um die Befriedigung der Ansprüche der verbannten Fürsten: der Erben der Pfalz (Entschädigung — die Unterpfalz, der Kurfürstentitel in Aussicht), des Herzogs von Meklemburg (Meklemburg), des Kurfürsten von Sachsen (die Lausitz) u. s. w. Was die Sicherstellung der religiösen Rechte und Freiheiten anbetrifft, sollte der Grundsatz herrschen . . . „non alia ratione liceat . . . alios ad propriam religionem adducere quam doctrina et exemplo“; es scheint, daß Wladislaw im Sinne hatte, den Protestanten einige Festungen zu übergeben, wie dies in Frankreich mit den Hugenotten geschehen war, jedenfalls bis zur endgiltigen Pazifikation die Verpfändung Stralsunds an Schweden, Frankfurts an der Oder an Polen. Was die äußeren Streitfragen anbetrifft, so sollte Schweden von Seite seiner Bundesgenossen (d. h. des evangelischen Bundes) Genugtuung suchen. Was aber Wladislaw anbelangt, so „probabile est, quod novi regis electioni ac ejusdem novo regimini ex animo indulgebunt“ die Schweden nach geschlossenem Frieden.

Es ist hervorzuheben, daß zu diesem ganzen Plan Wladislaw die Initiative gegeben, daß ihn niemand um Vermittelung gebeten,



daß der kaiserliche Rat erklärt hatte, die polnisch-wasasche-schwedische Verwicklung sei viel schwerer zu lösen, als die Pazifikation Deutschlands; deswegen hatte auch der Kaiser seinem Agenten Radolt befohlen, dem Projekt keinen Vorschub zu leisten, Wladislaw aber gegenüber schützte er die Vermittlung des Dänenkönigs Christians IV. vor. Das Projekt (wenn auch in seiner späteren Phase, im Grunde genommen jedoch dasselbe) erfuhr eine strenge Kritik seitens Kubalas, der behauptet, es sei ein Fehler gewesen, die eigenen Interessen auf die Versöhnung zweier miteinander kämpfender Parteien zu stützen.

Und doch ist dies das System der Politik Wladislaws im Laufe seiner ganzen Regierung. Ob es eine so strenge Beurteilung verdient, davon werden wir uns später überzeugen. Hier ist nur zu erwähnen, daß in dieser Pazifikation sich nicht durchaus nur der Gedanke an die Wiedergewinnung Schwedens bergen mußte — es konnte sich auch um gewisse Rekompensen dafür handeln, wenigstens haben wir Beweise, daß Wladislaw solche Rekompensen gesucht hat.

Dabei beginnt jene zu ihrer Zeit so berühmte Intrigue Wladislaws IV., die unter dem Namen der Heirat mit der Pfälzerin bekannt ist. Diese Intrigue nahm so phantastische Gestalten in den Augen gewisser späterer Historiker an, so unter anderen bei Kalinka (Kamieński), daß sie das Zerschlagen dieser Heiratsprojekte fast für das größte Unglück Polens halten.

Aus der späteren (sehr bitteren) Korrespondenz Karls und Wladislaws IV. ersieht man, daß dieses Projekt dem Kopfe Wladislaws selbst bei Beteiligung des englischen Agenten Gordon noch während des Interregnums entsprungen war. Gordon sagt, daß Wladislaw schon auf dem Wahlreichstag die Stände über die Möglichkeit einer Verheiratung mit einer Protestantin befragte und prinzipiell eine geneigte Antwort erhalten hatte, doch verdient diese Behauptung angesichts des vollständigen Stillschweigens anderer klassischer Zeugen darüber (wie des Nuntius und Albrecht Radziwills) keinen besonderen Glauben.

Ungemein charakteristisch und wichtig ist der Umstand, daß der Endzweck der Mission Gordons an Wladislaw unter anderen auch die Versöhnung der Witwe und der Kinder des Kurfürsten von der Pfalz mit dem Kaiser betraf. Das wirft zugleich auch ein Licht auf die Genesis des ganzen Projektes. Es zeigt sich nament-

lich, daß dasselbe nicht gegen Österreich gerichtet, noch ein einleitender Schritt zu einem protestantischen Bündnis war, wie es Kalinka will, sondern die Probe einer Versöhnung des Pfalzgrafen mit dem Kaiser, eine Einleitung zur großen Aktion in Sache des allgemeinen Friedens.

Man hat sich diese Heirat auf verschiedene Weise zu erklären gesucht: man sprach von Hoffnungen auf die Hilfe der englischen Flotte bei der Wiedergewinnung Schwedens, von englischen, französischen und holländischen Subsidien im Falle eines Krieges mit Moskau, von dem Königreich Schweden als der Mitgift der Pfälzerin, von der Gewinnung Oxenstiernas durch die Zusage eines deutschen Fürstentums, von der Wiedergabe der der Krone Polen entrissenen Länder, von der Wiedergewinnung der früher verlorenen Länder in Deutschland (v. Schlesien) — und aus alledem wurde nichts.

Die französische Diplomatie verwendete sich lange Zeit für eine französische Heirat und Richelieu hielt das Heiratsprojekt mit der Pfälzerin für „une trame des espagnols“. Versprechungen, was die englische Flotte anbetrifft, existierten nicht, wofür die spätere Korrespondenz Karls mit Wladislaw Beweise liefert, übrigens war diese Flotte, wie Richelieu schrieb, viel zu schwach (30 Schiffe) und die Engländer allzu „jaloux“ auf ihren Einfluß auf dem Meere, als daß sie dieselbe angesichts der stationierenden französischen, holländischen und spanischen Schiffe von dort entfernt hätten. Gerüchte über Geldsubsidien verdienen noch weniger Glauben.

Trotz alledem sucht Wladislaw in Rom um einen Dispens (anfänglich durch den Abt Orsi, später durch seinen Sekretär Roncalla) nach und bestürmt den Nuntius. Es agitieren für diese Heirat die Dissidenten in Polen, angeblich sogar zwei Jesuiten, der Beichtvater des Königs Patrokoński und der Prediger Łaściszewski, die beide in Bezug auf ihren Glaubenseifer verdächtig waren. Die Hoffnung, Preußen und Livland ohne Krieg wiederzugewinnen, das sind die Agitationsmittel, denen selbst die geistlichen Senatoren nicht widerstehen konnten.

Die Konsternation im katholischen Lager war ungeheuer. Die Ehe mit einer Protestantin bedeutete fast so viel wie eine Einleitung zur Besteigung des polnischen Thrones von einem Dissidenten. Der Papst verweigerte den Dispens (am 26. September 1634), trotzdem aber stellen der König und die Anhänger dieser Heirat dieselbe



als sichere Tatsache vor. Die Agenten des Kaisers (ein gewisser Jesuit P. Josef) bringen die Nachricht davon nach Wien. Der Kaiser ist beunruhigt. Maximilian von Bayern ersieht in der Heirat eine verborgene Gefahr für sich. Der Madrider Hof wird davon am spätesten von Wien und Rom aus benachrichtigt werden, wird aber diese Nachricht aufnehmen wie einen Blitz aus heiterem Himmel.

Schließlich ersann Wladislaw eine Ausflucht, die auf seine Angelegenheiten die Aufmerksamkeit aller Residenzen der Welt lenkte. Er schob das religiöse Interesse in den Vordergrund. Jetzt wird nicht er zu bitten brauchen, an ihn selbst wird man sich mit Bitten und Vorschlägen wenden.

Auf die zweite mißglückte Botschaft des Barons Auchy nach Polen (v. J. 1631), der unterwegs in Florenz stecken blieb und noch im J. 1634 nicht weiter konnte, ließ nun in aller Eile Spanien in der Person des Grafen Solre und des Abtes Vasquez (um die Mitte des J. 1635) eine neue Gesandtschaft folgen. Solre hat Befehl, über die engste und unzerreißbare Verbindung der Habsburger mit den Was's zu unterhandeln, was eine Ehe mit der Tochter des Kaisers oder des Großfürsten von Toskana herbeiführen sollte, ferner über eine Diversion zu Gunsten Deutschlands, über Aushebungen der Kosaken für einen Krieg mit Frankreich, ohne schon von Pensionen, den Orden des goldenen Vlieses für die Brüder, von einer regelmäßigen Auszahlung der Rente vom Königreich Neapel zu sprechen. An Onate war noch gegen Ende des vorigen Jahres die Vollmacht gekommen, über die Diversion im Kriege mit Schweden zu unterhandeln.

Der Warschau näher liegende kaiserliche Hof kam dem spanischen mit seiner Botschaft (Anfang 1635) in der Person Arnoldins mit den Vorschlägen zuvor, den Schweden nicht zu trauen, den Kampf weiterzuführen, auf dem Reichstag keine Konstitution gegen Österreich zu beschließen (was die Aushebungen anbetrißt).

Denn jetzt trat in Polen die Reassumption der Traktate mit den Schweden (das Ende des sechsjährigen Waffenstillstandes in Altmark) an die Tagesordnung und in Verbindung damit sucht Wladislaw das zu beschleunigen, was die Hauptachse seiner Politik bildete — die allgemeine Mediation.

Gerade gegen Ende des J. 1634 weilt Wladislaw in Danzig, um die preußischen Festungen zu inspizieren. Mit dieser Reise brachte die katholische Partei beinahe die Absicht einer heimlichen

Verheiratung mit der Pfälzerin in Verbindung. Aber eben von diesem Danzig aus wendet sich Wladislaw noch einmal durch eine Botschaft (Nikolaus Korff) an den anerkannten Vermittler, den König von Dänemark, ebenso an den Kurfürsten von Sachsen und an den Kaiser.

Eben damals verhandelte der Kaiser mit dem Kurfürsten von Sachsen um einen teilweisen Frieden (die Verträge zu Pirna und Leitmeritz) und Wladislaw wollte sich daran wahrscheinlich in der Hoffnung beteiligen, daß diese Verträge sich teilweise zu allgemeinen Verträgen würden erweitern lassen. Wladislaw IV. wandte sich an den König von Dänemark mit dem Vorschlag, sich der Vermittlung anschließen zu können, an den Kaiser aber schrieb er, daß der König von Dänemark ihn dazu zu überreden suche. Dem Nuntius sagte er, daß der König von Frankreich mit seiner Mediation einverstanden war, während der französische Hof ihn mit denselben Allgemeinplätzen loszuwerden suchte, wie der Wiener. Das Dilemma war, ob zuerst spezielle Traktate (Standpunkt des Kaisers) geschlossen oder ob von vornherein über einen Generalfrieden verhandelt werden sollte (Standpunkt Frankreichs). In Wirklichkeit hatte nur der Papst allein die Mediation Wladislaws anerkannt, da ihm naturgemäß die Vermittlung des andersgläubigen Königs von Dänemark, Christians IV., nicht genügte.

Die polnischen Traktate mit Schweden beginnen zu Anfang des J. 1635 in Holland und ziehen sich mit mehrmaliger Unterbrechung bis Ende September hin und schließen mit einem neuen auf 26 Jahre giltigen Verträge in Sehtumdorf.

Die dialektische und kasuistisch-rechtliche Seite derselben geht uns hier nichts an. Die faktische Macht war bei den Schweden — sie hatten die baltischen Häfen und die baltische Flotte in den Händen, überdies den Danziger Zoll, den sie willkürlich erhoben, und der ihnen zweimal so viel einbrachte, als das doppelte Einkommen in Schweden betrug. Die Lösung dieser Verwicklung lag also außerhalb des Territoriums Polens auf dem Territorium des deutschen Reiches und war von diplomatischen Faktoren abhängig, die den Anteil Schwedens in den Verwickelungen Deutschlands zu erhalten suchten. Es vermittelten dabei dieselben Mächte, die auch im J. 1629 vermittelt hatten, also England, Holland und Frankreich, Gegner der Habsburger; eine Beteiligung des Kaisers



und des Kurfürsten von Bayern an den Traktaten wollten die Schweden nicht zulassen.

Unter diesen Vermittlern hatte Polen nur den englischen Gesandten Douglas auf seiner Seite, der den Schweden sogar mit einer bewaffneten Intervenienz der fremden Mächte drohte. Natürlich war dies die Folge der Mediationsprojekte Wladislaws — der Rückgabe der Pfalz und der englischen Heirat. Holland, dessen Interesse an diesem Streit mehr beteiligt war, als England (Handel und Danziger Zölle), war mit Schweden durch einen Schutz- und Trutztraktat verbunden (vom 8 Februar 1635) und bewahrte eine neutrale Haltung. Entscheidend war die Stimme Frankreichs, des Bundesgenossen Schwedens durch den Vertrag von Heilbronn (am 9 April 1633), der teilweise noch in Compiègne (am 11 April 1635) zu der Verpflichtung gemeinsamen Friedensschlusses erweitert worden war.

Die Dezision, die Heirat des Königs betreffend, stand zweifellos damit in Verbindung und hing von den Verträgen ab. In ihren Verlauf war die Heirat als Mittel verwickelt, um die Schweden in bezug auf die religiöse Toleranz sicher zu stellen. Als aber in dem Streit um den Königsthron Schweden in nichts nachgeben wollte, ja nicht einmal in dieser Hinsicht Aussichten für den Sohn Wladislaws eröffnen wollte (natürlich aus der vermutlichen Ehe mit der Pfälzerin), sank das Interesse Wladislaws für diese Heirat („Du brauchst dich nicht zu beeilen“ an Kaspar Dönhoff). Als aber die Verhandlungen von der Erledigung des Thronstreites zum territorialen Streit Polens, von einem ewigen Friedensschluß zu einem längeren oder kürzeren Waffenstillstand herabstiegen, da zieht sich Wladislaw IV. schon Ende Juli oder Anfang August, also noch vor dem Schtumdorfer Vertrag aus dieser Affaire auf ziemlich unartige Weise (er überliefert der Prinzessin ohne Wissen einen Brief mit dem Vorschlag, ihre Konfession zu wechseln).

Aber auch das Verhältnis Englands zu Wladislaw IV. hatte sich bereits in der zweiten Hälfte der Verhandlungen geändert. Nach der Verheiratung des bayrischen Kurfürsten mit der Tochter des Kaisers waren die Aussichten auf eine friedliche Wiedergewinnung der Pfalz durch die Vermittlung des polnischen Königs bedeutend gesunken.

So also hatte sich eine Masche des künstlich verschlungenen Pazifikationsplanes (die Heirat mit der Pfälzerin) noch vor der Schließung der Traktats mit Schweden gelöst, Wladislaw aber

wußte sie kühn durch eine andere zu ersetzen. Es handelt sich um die berühmte Aktion, Schlesien wiederzugewinnen.

Die schlesischen Stände, welche im Prager Traktat durch den Kurfürsten von Sachsen dem Kaiser preisgegeben waren, wandten sich an Wladislaw mit der Bitte um Vermittlung, damit ihr religiöser und politischer Besitzstand nach den Artikeln des Dresdner Friedens gesichert würde. Es war dies also eine neue Form der Intervenienz in den Angelegenheiten Deutschlands, die Wladislaw eifrig ergriff.

Es ist zu bemerken, daß infolge des ablaufenden Waffenstillstands zwischen Schweden und Polen, es zwischen Wladislaw IV. und dem Kaiser zu einer geheimen Militärkonvention oder der sog. „coniunctio armorum“ kam. Dem Kaiser ging es hauptsächlich um die Erlaubnis Polens, Aushebungen veranstalten zu dürfen, Wladislaw wünschte die Verbreitung und Übertragung der Kriegsoperationen auf die benachbarten Länder des deutschen Reiches, namentlich auf Schlesien (die Mission Johann Kasimirs nach Wien behufs Übernahme des Oberbefehls über ein gemischtes kaiserliches und polnisches Korps in Schlesien). Diese von Wladislaw beabsichtigte Diversion von der Seite Schlesiens und die unaufhörliche Intervenienz zu Gunsten der Schlesier versetzten die Wiener Sphären in Unruhe. Den Schlesiern gab man zu verstehen, sie würden besser tun, wenn sie sich auf den Kaiser selbst verlassen würden, Wladislaw aber erhielt die ziemlich trockene Antwort, daß sich die kaiserlichen Truppen in Schlesien selbst Rat schaffen würden. Die Militärkonvention blieb also ohne jegliches Resultat (die Aushebungen für den Kaiser ausgenommen).

Hätte Wladislaw wirklich daran gedacht, Schlesien mit Gewalt oder durch List loszureißen? Hätten die Schlesier wirklich gewünscht, sich vom Deutschen Reich loszureißen und mit Polen zu verbinden? Beide Fragen wurden in Wien erwogen.

Wir erlauben uns, es zu bezweifeln. Diese geheimen Umtriebe mit den Schlesiern (hauptsächlich mit dem Fürsten von Brieg, Johann Christian) hinterbrachte dem Wiener Hofe Frau Ursula (Meierin) mit der Bemerkung, daß der Kaiser besser daran täte, den aufrührerischen Fürsten in Schlesien ihr Land zu nehmen und es Johann Kasimir zum Lehen zu geben. Statt eines rebellischen Fürsten hätte er einen Neffen zum treuen Bundesgenossen. Diese Ursula war die stete Vermittlerin zwischen Warschau und Wien, die vertrauteste



Freundin Wladislaws in dem Maße, daß selbst bei den geheimsten Angelegenheiten (wie z. B. bei der Militärkonvention) die ganze Korrespondenz vor ihr übermittelt wurde. Man kann nicht annehmen, daß sie ihre Mündel verriet, eher, daß sie die Projekte derselben dem Kaiser eingab.

Somit war auch jene beabsichtigte schlesische Diversion nichts anderes, als ein kleiner Teil des allgemeinen Planes, in Sachen des Deutschen Reiches, sei es friedlich sei es mit den Waffen, zu intervenieren — doch immer im Bündnis mit den Habsburgern in Aussicht auf Festsetzung des Hauses im Deutschen Reich — in Aussichten, die sich, wie wir sehen werden, teilweise verwirklichten.

Ob Wladislaw wirklich für eine Entscheidung des schwedischen Thronstreites mit den Waffen und für die Rückgabe der dem Königreich Polen entrissenen Länder war — bezweifeln wir ebenfalls. Der Kaiser bot ihm im Falle des Krieges 500.000 fl. für ein Jahr an, Graf Onate 100.000 fl. im Namen des spanischen Königs. Allerdings hatten sich diese Vorschläge verspäten können, Wladislaw konnte unentschieden sein, doch hätte das den Frieden nicht unterbrochen. Wie sehr sich bereits Wladislaw den Gedanken an die Wiedererlangung des schwedischen Thrones (wenigstens für seine eigene Person) aus dem Sinne geschlagen hatte, das ersieht man aus dem Verlaufe der Traktate. Man gewinnt bei einer Gelegenheit (beim Konflikt um Livland) den Eindruck, daß Wladislaw dem Drängen der polnisch-litauischen Kommissäre nachgegeben und auf den schwedischen Königstitel um den Preis der Wiedergabe Livlands verzichtet hätte, wenn den Schweden etwas daran wäre gelegen gewesen. Er entschlug sich nicht und konnte sich nicht der Sorge um das Los seiner Familie, um die Zukunft seines Hauses entschlagen. Und dies ist der unaufhörliche Gegenstand seiner Bestrebungen.

Überall wo es sich um geheime Umtriebe zwischen Wladislaw und dem kaiserlichen Hofe handelt, spielt die erste Rolle Valerian Magni. Ein Mönch (Kapuziner), Italiener (Mailänder) von Geburt, hatte er einen Bruder, der mit einer Verwandten des Wiener Bischofs, des Kardinals Ditrichstein, verheiratet war. Durch ihn gelangte er an den kaiserlichen Hof und wurde von diesem zu Pertraktationen mit dem polnischen Könige, dessen volles Vertrauen er gewann, verwendet.

Wessen Agent er war — ob des Kaisers, ob auch Wladislaws IV. —

läßt sich schwerlich feststellen. Er selbst formuliert das Ziel seines Handelns als Dienst „per la fide catolica, Sacro Romano Imperio et per gli interessi della Serma Casa“. Aber Wladislaw wußte ihn augenscheinlich zu überzeugen oder auch für seine Zwecke zu bestimmen. Magni tritt bereits in den Unterhandlungen zwischen Wallenstein und dem Prinzen Wladislaw auf, wo es sich um Aushebungen handelte. Er verwendet sich für die Pazifikationsprojekte Wladislaws, wofür er sich den Vorwurf des Gedankens „acri e choimerici“ von Seite des Bundesgenossen Österreichs, des Kardinals Barberini, zuzieht. Er spielt schließlich eine ungeheure Rolle im Wendepunkte des Lebens Wladislaws — in Angelegenheit der Heirat desselben mit der Erzherzogin Cäcilie Renata.

Zu Anfang des J. 1635 weilt Magni mit einer Mission von Wladislaw IV. in Wien beim Kaiser. Gleichzeitig erhielt Richelieu die Nachricht, daß Magni unter dem Vorwande, die Mitgift der Königinnen Anna und Konstanze für den polnischen König und dessen Brüder zu erhalten, über die Heirat der kaiserlichen Tochter mit Wladislaw verhandelt, wobei von einer Entschädigung des Königs oder eines seiner Brüder mit Besitzungen in Sachsen, Brandenburg oder auch in Schlesien die Rede sein soll. Daß diese Nachricht wenigstens zum Teil wahrhaft ist, bestätigt Magni selbst, der dem Nuntius anvertraute, daß Wladislaw beim Kaiser Schritte tue, daß dieser statt jener Mitgift einem seiner Brüder als Entschädigung ein Fürstentum in Schlesien (vgl. den Plan der gleichzeitigen Intervenienz) verleihe, der König von Spanien aber — das Fürstentum Bari. Nur in einem Punkte scheint das Gerücht sich mit der Wahrheit nicht zu decken, daß er nämlich auf die Heirat mit der Pfälzerin verzichte. Im Gegenteil, eben durch die Vermittlung Magnis gab Wladislaw Sicherstellung der Rechte und Privilegien der katholischen Religion, im Falle die Heirat zu stande käme.

Die Mitte des Jahres 1635 ist wahrhaft ein Wendepunkt im dreißigjährigen Kriege. Der Kaiser scheint bereit zu sein, endgiltig die antihabsburgische Opposition zu brechen. Diese Pläne wurden gleich zu Anfang durch den Sztumdorfer Waffenstillstand gekreuzt, der den Schweden die Hände löste. Richelieu aber hatte in Hinsicht auf Polen noch viel weiter gehende Absichten. An den französischen Gesandten gingen förmliche Befehle ab. Wladislaw IV. nun nicht nur Vermittlung, sondern ein Schutz- und Trutzbündnis gegen die Habsburger mit Subsidiengeldern anzubieten mit Aner-



kennung der Anrechte auf Schlesien, ja sogar mit der Bedingung eines gemeinsamen Friedensschlusses (Dezember 1635). Jetzt hatten sich auch den Franzosen die Augen geöffnet, daß die Heirat mit der Pfälzerin den Habsburgern Schach bot. So entbrennt gegen Ende des J. 1635 ein erbitterter Kampf — in Rom um die Kardinalstimmen zwischen den Einflüssen Frankreichs und der Habsburger, in Warschau am königlichen Hofe zwischen dem französischen Botschafter d'Avaux und dem Abgesandten des Kaisers P. Magni. Jetzt erst war der Augenblick gekommen, da Wladislaw zwischen dem einem und dem anderen Bündnis wählen, die Früchte seiner langjährigen, andauernden und schwierigen Mediationspolitik pflücken konnte. Jetzt war der Diplomatie Polens im XVII. Jahrh. die Möglichkeit geboten, in ganz neue Bahnen einzulenken. Nur dieses Projekt eines Bündnisses mit Frankreich war etwas wirklich Ernsthaftes, nur von ihm und nicht von einem englischen Bündnis konnte man faktische, unzweifelhafte Vorteile erwarten.

Wozu wird sich Wladislaw entschließen, oder besser, welcher Einfluß wird überwiegen — der habsburgische oder der französische? Wer wird dem anderen zuvorkommen: Magni dem Avaux oder auch umgekehrt? Antworten wir von vornherein: der erstere.

Im allgemeinen ist die Instruktion für den P. Magni (vom 23. November 1635) vom Kaiser an Wladislaw dunkel und rätselhaft. Der Kaiser versichert, daß er alles tun werde, was möglich ist, doch soll Magni auf die Unmöglichkeit der Befriedigung aller Forderungen Wladislaw aufmerksam machen.

Was die Pazifikation anbetrifft, so ist der ursprüngliche Text des kurzen Entwurfes, daß der Kaiser einwillige — durchgestrichen und durch die Worte ersetzt, daß Magnus mit Wladislaw die Wege und Mittel finden möge.

Was die Heirat mit der Pfälzerin anbetrifft, so ist nicht gesagt, daß der Kaiser einverstanden sei, nur daß Magni darüber wachen solle, daß daraus für den Kaiser und die Christenheit kein Schaden erwachse.

Auf diese Mission antwortete Wladislaw, daß er angehört habe, was ihm Magni „graviter et prudenter“ mitgeteilt, daß er „profecta felicitatis“ höchst schätze, daß er die Ratschläge („non minus fida quam salutaria“) vom Kaiser „tanquam ab altero parente“ angenommen habe und ihm „filiali cultu“ folgen werde (vom 20. Januar 1635). Vier Monate später schreibt der Kaiser an Wladislaw, er habe

aus dem Briefe Magnis erfahren, daß Wladislaw nach günstiger Erledigung der Sache nach Wilno aufgebrochen sei, daß dieser Brief ihn ungemein erfreut und aufgerichtet habe und daß er von nichts anderem so gern hören wolle, als „de continuis quam prosperrimis successibus suis“, daß er ihm „animo coniunctissimo“ gratuliere zu dem, was geschehen („de preteritis“) und ihm „omnis felicitatis cumulum“ für die Zukunft wünsche.

Augenscheinlich ist zwischen dem ersten und zweiten Zeitabschnitt etwas geschehen, was sowohl den Kaiser als auch Wladislaw mit großer Befriedigung erfüllt (am 6. Februar erneuert Wladislaw in Rom seine Bitte um den Kardinalshut für Magni).

Im antihabsburgischen Lager (Gniewosz) verlautete es, daß Magni mit einer Mission vom Kaiser, dem König von Ungarn, dem Herzog von Bayern, dem König von Spanien und dem Herzogtum Florenz gekommen sei, um die Heirat mit der Pfälzerin zu verhindern, und daß er Wladislaw unter sehr günstigen Bedingungen ein Bündnis vorschlage. Bald sollte in derselben Angelegenheit auch der Kardinal Ditrichstein ankommen.

Im Archiv Simancas hat sich eine Urkunde gefunden, die nicht nur von einem Bündnis, sondern von einer dynastischen Verbindung der Habsburger mit den Wasa spricht, und in der die Wasa im Falle der Wiedergewinnung Schwedens nach ihrem Aussterben ihre Rechte auf die Habsburger übertragen und umgekehrt der Kaiser ihnen einen gleichbedeutenden Anteil an den Besitzungen der österreichischen Krone nach dem Aussterben seiner Familie zusichert. Außerdem verspricht er im Laufe des 26-jährigen Waffenstillstandes dem Könige und dessen Brüdern „consilio, auctoritate, tractatibus nec non suppetiis militaribus . . . ex ditionibus et portibus suis“ bei der Wiedergewinnung Schwedens zu helfen und sie mit „pensionibus, matrimoniis ac dignitatibus ecclesiasticis politicis ac militaribus“ zu unterstützen (namentlich in den den Türken abgenommenen Ländern). Dafür versprach Wladislaw als erblicher König von Schweden „unionem et amicitiam“, als polnischer Wahlkönig aber die Verengung dieser Freundschaft „quam . . . strictiorem“ mit dem polnischen Reich.

Wir kennen diesen Akt von der Bestätigung desselben durch den Sohn Ferdinands II. her, den späteren Kaiser Ferdinand III. (vom 16. März 1637), seine Entstehung jedoch reicht zweifellos in diese Zeit.



War das alles, was Wladislaw vom Kaiser gewonnen hatte? Wir bezweifeln es. Jedenfalls kennen wir den Ratifikationsakt (vom 10. Mai 1645), auf Grund dessen der Kaiser die Verpfändung Oppeles und Ratibors als Entschädigung für die Mitgift der Königinnen Anna, Konstanze und Cäcilie Renata bestätigt, wobei noch die vom Kaiser Ferdinand auf das Fürstentum Wittingau in Böhmen geliehenen Summen miteinberechnet sind (zusammen 500.000 poln. Gulden, die Gesamtsumme des Pfandobjektes ist um vieles größer). Wir wissen, daß diese Transaktion mit der österreichischen Heirat Wladislaws in Verbindung stand.

Sollte in dieser Zeit der Heiratsvergleich, Wladislaw und Cäcilie Renata betreffend, zustande gekommen sein? Wir bezweifeln es. Wladislaw versicherte dem französischen Gesandten mit seinem Ehrenwort, daß er die Pfälzerin heiraten wolle, falls sie zum Katholizismus übertreten würde. Der Wojwode von Belz versicherte, daß der Kaiser in diese Heirat eingewilligt hatte, auch wir ersehen aus dem rätselhaften doch hinreichend durchsichtigen Wortlaut der Instruktion, daß Magni den Befehl hatte, die Angelegenheit zu überwachen, aber nicht zu hindern.

So barg diese habsburgisch-wasasche dynastische Verbindung das Projekt der österreichischen Heirat in sich, doch war sie von demselben unabhängig,

Vergegenwärtigen wir uns, was später über diese Sache verlautet (der französische Botschafter de Rorté). Nach der Abreise d'Avaux' wußte Magni eine solche Herrschaft über Wladislaw zu gewinnen und derartig die Vorteile dieser Heirat für den König und seine Brüder vorzustellen, daß Wladislaw schließlich, um ihn loszuwerden, zusagte, doch schriftliche Bedingungen stellte, die er für durchaus unannehmbar hielt. Magni indessen begab sich zum Kaiser. Er und Ossoliński arbeiteten auf dem Reichstag in Regensburg so emsig an dem Plane, daß der Kaiser seine Zustimmung gab. Wladislaw wurde durch diese Einwilligung überrascht und mußte den Vergleich bestätigen, er behielt sich nur noch die Ratifikation des spanischen Königs vor.

Alles das sind nur Märchen (der spanische König hat nie den Traktat ratifiziert), aus denen sich nur so viel Wahrheit herauschälen läßt, daß diese Heirat schon nach dem Bruche mit der Pfälzerin zustande gekommen ist (in der zweiten Hälfte des J. 1636), welcher Bruch einen lauten Skandal nach sich zog.

Was das Bündnis selbst anbetrifft, so scheint sicher zu sein, daß dessen Traktat in der Form, wie sie uns gegenwärtig vorliegt, nicht zu Lebzeiten Ferdinands II. gewechselt wurde, sondern nur eine schriftliche Verabredung (eine Präliminare) war, deren urkundliche Bestätigung durch den Tod Ferdinands II. verhindert wurde; daher wurde es erst am 16 März 1637 endgiltig unterzeichnet und zwischen Wladislaw IV. und dem Sohne Ferdinands II., Ferdinand III., gewechselt.

---

Nakładem Akademii Umiejętności.

Pod redakcją

Sekretarza Generalnego Bolestawa Ulanowskiego.

Kraków, 1906. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządem J. Filipowskiego.

20 Listopada 1906



## PUBLICATIONS DE L'ACADEMIE

1873 — 1902

Librairie de la Société anonyme polonaise

(Spółka wydawnicza polska)

à Cracovie.

### Philologie. — Sciences morales et politiques.

»Pamiętnik Wydz. filolog. i hist. filozof.« (*Classe de philologie, Classe d'histoire et de philosophie. Mémoires*), in 4-to, vol. II—VIII (38 planches, vol. I épuisé). — 118 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. filolog.« (*Classe de philologie Séances et travaux*), in 8-vo, volumes II—XXXIII (vol. I épuisé). — 258 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. hist. filozof.« (*Classe d'histoire et de philosophie. Séances et travaux*), in 8-vo, vol. III—XIII, XV—XLII, (vol. I, II, XIV épuisés, 61 pl.) — 276 k.

»Sprawozdania komisji do badania historii sztuki w Polsce.« (*Comptes rendus de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne*), in 4-to, vol. I—VI (115 planches, 1040 gravures dans le texte). — 77 k.

»Sprawozdania komisji językowej.« (*Comptes rendus de la Commission de linguistique*), in 8-vo, 5 volumes. — 27 k.

»Archiwum do dziejów literatury i oświaty w Polsce.« (*Documents pour servir à l'histoire de la littérature en Pologne*), in 8-vo, 10 vol. — 57 k.

Corpus antiquissimorum poetarum Poloniae latinorum usque ad Joannem Cochanovium, in 8-vo, 4 volumes.

Vol. II, Pauli Crosnensis atque Joannis Visliciensis carmina, ed. B. Kruczkiewicz. 4 k. Vol. III, Andreae Critii carmina ed. C. Morawski. 6 k. Vol. IV, Nicolai Hussoviani Carmina, ed. J. Pelczar. 3 c. — Petri Roysii carmina ed. B. Kruczkiewicz. 12 k.

»Biblioteka pisarzy polskich.« (*Bibliothèque des auteurs polonais du XVI e. XVII siècle*), in 8-vo, 41 livr. 51 k. 80 h.

Monumenta medii aevi historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 162 k.

Vol. I, VIII, Cod. dipl. eccl. cathedr. Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. II, XII et XIV. Cod. epistol. saec. XV ed. A. Sokołowski et J. Szujski; A. Lewicki. 32 k. — Vol. III, IX, X, Cod. dipl. Minoris Poloniae, ed. Piekosiński. 30 k. — Vol. IV, Libri antiquissimi civitatis Cracov. ed. Piekosiński et Szujski. 10 k. — Vol. V, VII, Cod. diplom. civitatis Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. VI, Cod. diplom. Vitoldi ed. Prochaska. 20 k. — Vol. XI, Index actorum saec. XV ad res publ. Poloniae spect. ed. Lewicki. 10 k. — Vol. XIII, Acta capitulorum (1408—1530) ed. B. Ulanowski. 10 k. — Vol. XV, Rationes curiae Vladislai Jagellonis et Hedvigis, ed. Piekosiński. 10 k.

Scriptores rerum Polonicarum, in 8-vo, 11 (I—IV, VI—VIII, X, XI, XV, XVI, XVII) volumes. — 162 k.

Vol. I, Diaria Comitiorum Poloniae 1548, 1553, 1570. ed. Szujski. 6 k. — Vol. II, Chronicon Barnardi Vapovii pars posterior ed. Szujski. 6 k. — Vol. III, Stephani Medeksa commentarii 1654 — 1668 ed. Seredyński. 6 k. — Vol. VII, X, XIV, XVII Annales Domus professae S. J. Cracoviensis ed. Chotkowski. 14 k. — Vol. XI, Diaria Comitiorum R. Polon. 1587 ed. A. Sokołowski. 4 k. — Vol. XV, Analecta Romana, ed. J. Korzeniowski. 14 k. — Vol. XVI, Stanislai Temberski Annales 1647—1656, ed. V. Czermak. 6 k.

Collectanea ex archivo Collegii historici, in 8-vo, 8 vol. — 48 k.

Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 156 k.

Vol. I, Andr. Zbrzydowski, episcopi Vladisl. et Cracov. epistolae ed. Wislocki 1546—1553. 10 k. — Vol. II, (pars 1. et 2.) Acta Joannis Sobieski 1629—1674, ed. Kluczyci. 20 k. —



Vol. III, V, VII, Acta Regis Joannis III (ex archivo Ministerii rerum exterarum Gallici) 1674—1683 ed. Waliszewski. 30 k. — Vol. IV, IX, (pars 1. et 2.) Card. Stanisłai Hosii epistolae 1525—1558 ed. Zakrzewski et Hipler. 30 k. — Vol. VI, Acta Regis Joannis III ad res expeditionis Vindobonensis a. 1683 illustrandas ed. Kluczycki. 10 k. — Vol. VIII (pars 1. et 2.), XII (pars 1. et 2.), Leges, privilegia et statuta civitatis Cracoviensis 1507—1795 ed. Piekosiński. 40 k. — Vol. X, Lauda conventum particularium terrae Dobriniensis ed. Kluczycki. 10 c. — Vol. XI, Acta Stephani Regis 1576—1586 ed. Polkowski. 6 k.

Monumenta Poloniae historica, in 8-vo imp., vol. III—VI. — 102 k.

Acta rectoralia almae universitatis Studii Cracoviensis inde ab anno MCCCCLXIX, ed. W. Wisłocki. T. I, in 8-vo. — 15 k.

»Starodawne prawa polskiego pomniki.« (*Anciens monuments du droit polonais*) in 4-to, vol. II—X. — 72 k.

Vol. II, Libri iudic. terrae Cracov. saec. XV, ed. Helcel. 12 k. — Vol. III, Correctura statutorum et consuetudinum regni Poloniae a. 1532, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. IV, Statuta synodalia saec. XIV et XV, ed. Heyzmann. 6 k. — Vol. V, Monumenta literar. rerum publicarum saec. XV, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VI, Decreta in iudiciis regalibus a. 1507—1531 ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VII, Acta expedition. bellic. ed. Bobrzyński, Inscriptiones clenodiales ed. Ulanowski. 12 k. — Vol. VIII, Antiquissimi libri iudiciales terrae Cracov. 1374—1400 ed. Ulanowski. 16 k. — Vol. IX, Acta iudicii feodalis superioris in castro Golez 1405—1546. Acta iudicii criminalis Muszynensis 1647—1765. 6 k. — Vol. X, p. 1. Libri formularum saec. XV ed. Ulanowski. 2 k.

Volumina Legum. T. IX. 8-vo, 1889. — 8 k.

### Sciences mathématiques et naturelles.

»Pamiętnik.« (*Mémoires*), in 4-to, 17 volumes (II—XVIII, 178 planches, vol. I épuisé). — 170 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń.« (*Séances et travaux*), in 8-vo, 41 vol. (319 planches). — 376 k.

»Sprawozdania komisji fizyograficznej.« (*Comptes rendus de la Commission de physiographie*), in 8-vo, 35 volumes (III, VI—XXXIII, 67 planches, vol. I, II, IV, V, épuisés). — 274 k. 50 h.

»Atlas geologiczny Galicyi.« (*Atlas géologique de la Galicie*), in fol., 12 livraisons (64 planches) (à suivre). — 114 k. 80 h.

»Zbiór wiadomości do antropologii krajowej.« (*Comptes rendus de la Commission d'anthropologie*), in 8-vo, 18 vol. II—XVIII (100 pl., vol. I épuisé). — 125 k.

»Materiały antropologiczno-archeologiczne i etnograficzne.« (*Matériaux anthropologiques, archéologiques et ethnographiques*), in 8-vo, vol. I—V, (44 planches, 10 cartes et 106 gravures). — 32 k.

»Świętek J., »Lud nadrabski, od Gdowa po Bochnią.« (*Les populations riveraines de la Raba en Galicie*), in 8-vo, 1894. — 8 k. Górski K., »Historja piechoty polskiej« (*Histoire de l'infanterie polonaise*), in 8-vo, 1893. — 5 k. 20 h. »Historja jazdy polskiej« (*Histoire de la cavalerie polonaise*), in 8-vo, 1894. — 7 k. Balzer O., »Genealogia Piastów.« (*Généalogie des Piasts*), in 4-to, 1896. — 20 k. Finkel L., »Bibliografia historii polskiej.« (*Bibliographie de l'histoire de Pologne*) in 8-vo, vol. I et II p. 1—2, 1891—6. — 15 k. 60 h. Dickstein S., »Hoëne Wronski, jego życie i dzieła.« (*Hoëne Wronski, sa vie et ses oeuvres*), lex. 8-vo, 1896. — 8 k. Federowski M., »Lud białoruski.« (*L'Ethnographie de la Russie Blanche*), in 8-vo, vol. I—II. 1897. 13. k.

»Rocznik Akademii.« (*Annuaire de l'Académie*), in 16-o, 1874—1898 25 vol. 1873 épuisé) — 33 k. 60 h.

»Pamiętnik 15-letniej działalności Akademii.« (*Mémoire sur les travaux de l'Académie 1873—1888*). 8-vo, 1889. — 4 k.